



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°144 7 FEVRIER 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

COTE D'IVOIRE :
NOUVELLES
ANNONCES DU
GOUVERNEMENT
EN MATIERE
D'APPROVISION-
NEMENT EN EAU
POTABLE

NIGER : LE PAYS
DECIDE DE MARQUER
SES PRODUITS
PETROLIERS POUR
LUTTER CONTRE LA
FRAUDE ET ACCROITRE
SES RECETTES FISCALES

NIGERIA :
ANNONCE DU
LANCEMENT DES
TRAVAUX DE LA
VILLE NOUVELLE
D'ALARO

RWANDA : ADOPTION
D'UNE LOI
INTERDISANT LA
FABRICATION,
L'UTILISATION ET LA
VENTE DE PLASTIQUES
A USAGE UNIQUE

MALI : CANAL + ET
GALAXIE AFRICA
APPORTENT UNE
ASSISTANCE
TECHNIQUE AUX
JOURNALISTES DE LA
TELEVISION NATIONALE

CONGO-BRAZZAVILLE :
LE LOGICIEL DE
CONTROLE DES
RECETTES PETROLIERES
ENFIN OPERATIONNEL

TANZANIE :
ACCELERATION DE LA
CONSTRUCTION DE
CENTRES MINIERS DANS
TOUTES LES REGIONS
PRODUCTRICES DE
MINERAIS

GUINEE : 3 000
KM DE FIBRE
OPTIQUE DEJA
INSTALLEES

MAURITANIE :
LE MAROC,
PREMIER
INVESTISSEUR
AFRICAIN



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Signature d'un mémoire d'entente (MoU) Niger-Bénin pour la construction d'un oléoduc

Cet oléoduc devrait relier les champs pétrolifères d'Agadem (Niger) au port autonome de Cotonou (Bénin). La compagnie chinoise CNPC (*China National Petroleum Corporation*) est détentrice depuis 2011 d'un contrat d'exploitation lui permettant de produire 20 000 barils de pétrole par jour. Il espère porter sa production à 110 000 b/j à l'horizon 2021. Avec la récente découverte d'un nouveau puit pétrolier et les perspectives de construction d'un oléoduc, le pétrole nigérien deviendrait davantage compétitif sur le marché international. A noter que ce MoU entre en concurrence avec celui déjà signé avec la partie camerounaise pour un oléoduc qui transiterait par le Tchad.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouverture de nouveaux magasins par la CFAO en 2019

Le directeur général de la CFAO Retail, Jean-Christophe Brindeau, a informé le magazine français LSA que le groupe CFAO envisageait d'ouvrir une dizaine de magasins « Supeco » (enseigne discount) en 2019. L'ouverture des magasins sera répartie entre le Sénégal, le Cameroun et la Côte d'Ivoire pour un investissement total de 30 M EUR.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Classement *Transparency International* 2018 stable en Afrique de l'Ouest anglophone

Les indices de perception de la corruption (CPI) des pays de la zone stagnent, après leur dégradation l'année dernière et la chute conséquente dans le classement total. Le Nigéria (27 pts, 144^e, +4 places) et la Sierra Leone (30 pts, 129^e, +1 place) obtienne le même score qu'en 2017 ; le Ghana (41 pts, 78^e, +3 places) et le Libéria (32 pts, 120^e, +2 places) gagnent un point. Pour comparaison, le CPI moyen de l'Afrique (49 pays) est de 32, constant depuis 2017. Les Seychelles (66 pts, 28^e place) occupent la première place sur le continent et la Somalie (10 pts, 180^e) la dernière. Le CPI de l'Afrique du Sud est de 43 (73^e), celui du Kenya de 27 (144^e) et de la Côte d'Ivoire de 35 (105^e).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Vers un Accord de Partenariat Economique (APE) à géométrie variable entre la CAE et l'UE**

L'APE entre l'UE et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), qui devait être ratifié collectivement pour entrer en vigueur, n'a jamais vu le jour. Cet échec s'explique par le refus de la Tanzanie et du Burundi, révélant ainsi des divergences profondes entre les Etats de la CAE. Face à cette impasse, le Sommet des dirigeants de la CAE du 1^{er} février 2019 à Arusha a abouti à la conclusion suivante : d'ici quatre mois, les Etats membres devront valider ou non la possibilité pour ces derniers de ratifier unilatéralement l'accord s'ils le souhaitent. Si la première option est retenue, l'APE deviendrait non plus un accord interzone entre la CAE et l'UE, mais un accord à géométrie variable.

▼ **Fort potentiel de déploiement des solutions solaires pour des usages productifs en autoconsommation**

Un rapport de *Bloomberg Energy Finance* commandé par le gestionnaire de fonds *ResponsAbility* souligne le fort potentiel de développement du solaire en autoconsommation sur des sites commerciaux et industriels. Ce constat s'explique par les prix élevés de l'électricité, la chute du coût de l'énergie photovoltaïque et le manque de fiabilité de l'approvisionnement électrique en Afrique subsaharienne. Ainsi, la capacité installée actuellement de 74 M, pourrait doubler en 2019. A eux seuls le Kenya, le Ghana et le Nigeria représentent 50 % du portefeuille de projets solaires à usage industriel et commercial prévus en 2019 (hors Afrique du Sud).

CONJONCTURE

▼ RDC : un statut pour d'anciens Premiers ministres et membres de gouvernement

Un décret du Premier Ministre, signé le 24 novembre, octroie des avantages et des devoirs aux anciens membres du gouvernement : ce texte alloue une indemnité mensuelle de logement de 5 000 USD pour le Premier ministre, des titres de voyages, la prise en charge de frais médicaux et une escorte policière. Cette indemnité est du tiers pour les autres membres du gouvernement (entre 50 et 60). Le coût de cette mesure en année pleine serait de 28,8 M USD.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : règlement des tensions sociales à *Transco*

Un conflit salarial opposant à leur direction les salariés de *Transco* (société des transports urbains de Kinshasa) s'est réglé en faveur de ces derniers. Ceux-ci exigeaient le paiement de quatre mois de primes de gratifications. Ils ont obtenu satisfaction après que le directeur de cabinet du Président, Vital Kamerhe, ait eu une séance de travail avec la Direction générale de *Transco*, en présence des ministres des finances et du budget et d'une représentation syndicale. Un effet « tâche d'huile » dans d'autres entreprises publiques ne peut être exclu (SCPT et dockers du port de Matadi).

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : les 15% de rétablissement des primes et indemnités des fonctionnaires tchadiens ont bien été versés en janvier

L'accord du 26 octobre 2018 entre le gouvernement tchadien et les syndicats, qui prévoyait le rétablissement de 15% des primes et indemnités, à partir de 2019, a été appliqué pour le mois de janvier. Pour mémoire, ces primes et indemnités avaient été drastiquement réduites en 2016.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Cap-Vert : forte hausse des exportations en 2018 (+44,3% en g.a.)

Selon l'Institut national des statistiques, les exportations du pays ont augmenté de 44,3% en 2018 par rapport à 2017, pour atteindre 64 M EUR, et les réexportations de 13,7%, à 210 M EUR, alors que les importations ont diminué de 1,2% pour s'établir à 690 M EUR. Le déficit commercial a diminué de 4,3%, à 62 M EUR (3,8% du PIB). L'Europe reste le principal client du pays, absorbant 95,5% de ses exportations, l'Espagne représentant 78,4% des exportations du pays et le Portugal 16,6%. L'Europe est également le principal fournisseur du pays, représentant 78% du total des importations en 2018. Le Portugal est en tête des fournisseurs avec 40,6% des importations, suivi de l'Espagne (14%).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : une inflation de 9,9% à fin décembre 2018

L'institut national de statistiques a publié les chiffres de l'inflation pour le mois de décembre 2018. L'inflation a légèrement progressé, pour s'établir à 9,9% en glissement annuel à fin décembre (contre 9,8% au cours des deux précédents mois). Les principales fonctions de consommation qui ont soutenu cette hausse modérée sont les suivantes : (i) produits alimentaires, boissons et tabac (+0,8%), (ii) habillement (+0,6%), (iii) loisirs, spectacles et culture (+0,3%), (iv) ameublement (+0,5%) et (v) hôtels et restaurants (+2%). A noter que ce niveau d'inflation est légèrement supérieur à celui projeté en décembre par le FMI (9,6%). Pour 2019, le Fonds table sur une inflation de 8,6% en fin de période.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : adoption par le Parlement de la convention relative à la consolidation de la dette de l'État sur les livres de la BCM

La convention s'inscrit dans le cadre de l'assainissement du bilan de la Banque centrale de Mauritanie (BCM). Les sommes de créances de l'Etat sont estimées à 189,9 Mds MRO (454 M EUR), réparties entre : des créances à régulariser (36 Mds MRO ; 86,8 M EUR) et les créances issues de la convention entre l'Etat et la BCM de 2013, d'un montant de 152,9 Mds MRO (368,5 M EUR).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : hausse des exportations au cours du 3^{ème} trimestre 2018

Selon l'Office national des statistiques (ONS), les échanges commerciaux de la Mauritanie avec le reste du monde au terme du troisième trimestre 2018 sont évalués à 43 Mds MRU (1 Md EUR), enregistrant une baisse de 22% par rapport au trimestre précédent, mais une hausse de 7,8% sur un an. La Chine est le premier client du pays, absorbant 26% de ses exportations totales et 77,5% des exportations de fer, suivie de l'Espagne (17%). Les importations totales du pays atteignent 561 M EUR au 3^{ème} trimestre. Les fournisseurs de la Mauritanie sont les Emirats arabes unis (17,3%), l'Espagne (13,6%), la Belgique (11%) et de la Chine (10,5%). La France a une part de marché de 5,2% dans les importations mauritaniennes.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : le Maroc, premier investisseur africain

Les investissements marocains touchent divers secteurs : les télécoms (notamment avec Maroc télécom), les banques (*Attijari bank*), l'agriculture (groupe Elite Agro et CID), l'électricité (CEGELEC), l'eau et l'assainissement. Des investisseurs marocains sont aussi présents dans le domaine de la cimenterie (Cimenterie du Sahel, 31 M EUR d'investissement). Au niveau de la zone franche de Nouadhibou, les entreprises marocaines conduites par UNIMER forment la deuxième communauté étrangère, avec 40 M EUR d'investissement. Selon l'ONS, les échanges commerciaux entre le Maroc et la Mauritanie au cours du 3^{ème} trimestre de 2018 s'élèvent à 17,6 M EUR.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : adoption de la loi de règlement 2017

Les députés sénégalais ont adopté le 25 janvier la loi de règlement de la gestion 2017, soit un an après la fin de l'exercice budgétaire. Une première, en termes de célérité, pour un pays membre de l'UEMOA. Les résultats de l'exécution du budget général affichent un excédent de recettes sur les dépenses d'un montant de 492 M EUR, mais les comptes spéciaux du Trésor dégagent un déficit de 9,5 M EUR. Par ailleurs, sur une prévision de 5 Mds EUR de recettes, les recouvrements ont été réalisés à hauteur de 5,6 Mds EUR. Sur une prévision de 5,1 Mds EUR de dépenses, auxquels s'ajoutent 77 M EUR de reports de crédit d'investissement de 2016 sur 2017, les autorisations budgétaires ont été presque qu'entièrement utilisées (97,5% d'absorption).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : la balance commerciale affiche un excédent de 17 Mds ZAR en décembre

En décembre, le solde de la balance commerciale s'est élevé à +17 Mds ZAR (1,2 Md EUR), après un excédent de 3,3 Mds ZAR au mois de novembre. Cette nette augmentation s'explique principalement par une baisse des importations (-26% par rapport au mois précédent), en particulier dans le secteur des « machines et matériel électronique ». Dans le même temps, les exportations ont également diminué, mais moins fortement. Sur l'ensemble de l'année 2018, l'excédent commercial cumulé s'élève à 11 Mds ZAR (741 M EUR), contre un excédent de 77 Mds ZAR à la même période l'an passé.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : réduction du taux directeur à 15,75%

Le 25 janvier, la Banque centrale d'Angola a réduit son taux directeur de 75 points de base, à 15,75 %. Elle justifie sa décision par le net recul de l'inflation en 2018 (de 22,7 % au mois de janvier à 18,2 % en décembre) et la contraction de la masse monétaire (-11 % sur un an en décembre 2018). Dans le même temps, la Banque centrale a décidé de desserrer le coefficient de réserves obligatoires de 17 % à 15 %. Le prochain comité de politique monétaire se tiendra le 28 mars 2019.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Botswana : publication du rapport mensuel sur les échanges commerciaux

Vendredi 25 janvier, l'agence nationale de statistique a publié son rapport mensuel portant sur les échanges commerciaux. En novembre, le Botswana a enregistré son déficit commercial le plus élevé depuis 2014. Il s'établit à 4 Mds BWP (environ 335 M EUR), contre 1 Md BWP le mois précédent. Le montant des exportations de diamants (qui représente plus de 80% du total) a pratiquement été divisé par deux au mois de novembre, alors que dans le même temps les importations ont enregistré une augmentation pour le quatrième mois consécutif. En cumulé, sur les onze premiers mois de 2018, la balance commerciale affiche un déficit de 2,3 Mds BWP (193 M EUR), contre un excédent de 7 Mds BWP à la même période en 2017.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Malawi : baisse du taux directeur à 14,5%

Le 30 janvier, le comité de politique monétaire de la Banque centrale a décidé de diminuer le taux directeur de 150 points de base, à 14,5 %, compte tenu de la baisse des tensions inflationnistes avec un taux d'inflation désormais attendu à 8,5 % en moyenne en 2019 (contre une prévision de 10,1% lors du dernier comité de politique monétaire d'octobre 2018). Le taux de réserves obligatoires sur les dépôts en devises a également été abaissé à 3,75 %. Le prochain comité de politique monétaire se tiendra le 30 avril 2019.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : progression du PIB de 3,2% au troisième trimestre 2018

Au troisième trimestre 2018, le PIB mozambicain a progressé de 3,2 % par rapport à la même période en 2017 ; après une augmentation de 3,4 % au deuxième trimestre 2018. Ce léger ralentissement est en grande partie attribuable à une baisse de l'activité observée dans les secteurs agricole (contribuant à plus de 23 % du PIB) et du transport.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : l'inflation continue d'augmenter au mois de décembre

En décembre 2018, l'inflation a continué de croître dans le prolongement de la crise que connaît le pays depuis l'automne 2018. Elle s'élevait officiellement à 42 % sur un an, contre 31 % en novembre et 20,9 % en octobre. L'ensemble des catégories de produits ont vu leur prix augmenter, en particulier le secteur alimentaire avec une progression de plus de 50 % par rapport à décembre 2017, ainsi que les produits textiles (+82 %). L'inflation devrait encore augmenter lors des prochains pointages, en raison de la forte augmentation des prix du carburant décidée par le gouvernement début janvier. Compte tenu de la perte de valeur de la monnaie domestique (monnaie électronique et « bonds notes ») par rapport au dollar (même si elle n'est pas reconnue officiellement par le gouvernement), l'inflation ressentie sur le terrain doit être bien supérieure.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le stock de dette publique a augmenté de près de 25% en un an

Les dernières statistiques publiées par la Banque du Ghana (BoG) montrent que le stock de la dette publique est passé de 139,3 Mds GHC (27 Mds EUR) en novembre 2017 à 172,9 Mds GHC (34 Mds EUR) en novembre 2018, soit une hausse de 24 % en 12 mois. La dette publique ne représentait en fin d'année dernière que 58 % du PIB, mais ceci après le rebasage intervenu en octobre. La récente réévaluation du PIB, se traduisant par une augmentation comptable de 25 %, a en effet entraîné mécaniquement une réduction du ratio dette/PIB.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : lors de son discours sur l'état de la Nation, le Président George Weah note des progrès dans la mobilisation des ressources internes**

Le Président libérien a affirmé que les revenus collectés par l'Etat en 2018 ont atteint 480,6 M USD, soit une hausse de 5,7 % (+26,6 M USD) par rapport à 2017. Toujours selon lui, l'appui budgétaire total reçu de partenaires extérieurs sur la période représente 38 M USD, soit huit fois le montant alloué en 2017. En parallèle, les dépenses ont atteint 502 M USD, soit près de 68 M USD de plus que l'année dernière. Par ailleurs, l'aide publique au développement entre janvier et septembre 2018 aurait atteint près de 400 M USD, dont 70% de dons. Selon le FMI, ces flux étaient estimés à 648 M USD en 2017, dont 84% de dons.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : soutien financier de 130 M EUR de la part de l'UE**

Le 24 janvier 2019, le président de la Commission européenne et le Premier ministre éthiopien ont signé trois accords de financement d'un montant total de 130 M EUR afin de soutenir les réformes relatives à la création d'emplois (50 M EUR), aux parcs agro-industriels (45 M EUR) et aux énergies renouvelables (35 M EUR). Ces programmes d'aide s'inscrivent dans le cadre de la nouvelle Alliance Afrique-Europe pour des emplois et des investissements durables annoncée en septembre 2018 par l'UE.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : présentation de la Politique Générale de l'Etat (PGE)**

Le Président Rajoelina a présenté le 31 janvier 2019 la PGE, comprenant les 14 axes prioritaires de son mandat. Outre la lutte contre l'insécurité et la corruption, les priorités économiques portent sur : i) le doublement de la production d'électricité et la réduction des tarifs de l'énergie, ii) l'industrialisation et le soutien à la production locale, iii) la mise en place d'une banque d'investissement et d'un fonds souverain, iv) l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire d'ici 2024 et enfin v) la réhabilitation et la construction de nouvelles routes. La PGE prévoit également le franchissement du cap de 500 000 touristes par an, la construction de 50 000 logements d'ici 5 ans, ainsi que la création de nouvelles villes.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Niger : le pays décide de marquer ses produits pétroliers pour lutter contre la fraude et accroître ses recettes fiscales

Afin de sécuriser les recettes fiscales issues de ce secteur et de lutter contre la fraude, le Niger a décidé de marquer ses produits pétroliers destinés à la consommation nationale. Pour la mise en place de ce système, un contrat de marquage a été signé le 29 janvier 2019 entre le ministère des Finances et le groupement suisse formé par Bureau Veritas GSIT et SICPA SA. A travers ce contrat, les autorités entendent lutter contre les fraudes, le frelatage, le stockage illicite, les fausses exportations, les détournements de destination et les importations frauduleuses de produits pétroliers dans le pays.

 cossuc@afd.fr

▼ Niger : le secteur du transport bientôt encadré par une autorité de régulation

Le Niger vient de se doter d'une Autorité de régulation du secteur des transports (ARST), qui aura en charge le contrôle des sous-secteurs du transport routier, ferroviaire, fluvial et maritime. Cette instance vient en remplacement de l'Autorité de régulation multisectorielle (ARM) qui avait été créée en 1999 pour réguler les activités des télécommunications, des postes, de l'eau, de l'énergie et des transports. L'ARM avait été dissoute il y a quelques années afin de créer des autorités de régulation pour chaque secteur.

 cossuc@afd.fr

▼ Sierra Leone : le gouvernement a présenté un code de gouvernance des entreprises

Premier document de la sorte dans le pays, le code a pour objectif d'offrir des orientations aux acteurs économiques et d'ainsi favoriser un environnement des affaires stable. La conception du document s'est faite en partenariat avec la Société financière internationale (groupe Banque mondiale). Lors de sa présentation, le Vice-Président de la République, Mohamed Juldeh Jalloh, a également annoncé le lancement prochain d'un conseil des investissements, présidé par le Président de la République, qui aura pour mission de suivre les projets d'investissement dans le pays. Pour rappel, la Sierra Leone est 163^e sur 190 pays dans le classement *Doing Business* 2019 de la Banque mondiale.

 paul.vernus@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : le taux de pénétration internet s'élèverait à 13%**

Selon le directeur de la communication du ministère de l'Information et de la Communication, Bakar Tarawally, seul 13 % de la population a accès à Internet. Bien que le pays soit connecté au câble sous-marin *Africa Coast to Europe* (ACE), la demande des opérateurs télécoms pour la fibre optique demeurerait faible, selon la Sierra Leone Cable Company (SALCAB). Pour rappel, ACE est un projet lancé par Orange avec un consortium de 19 acteurs des télécoms africains, dont la SALCAB, d'un câble sous-marin reliant la France à l'Afrique du Sud et connecté aux pays côtiers intermédiaires. D'un montant de 700 M USD, il est en service depuis 2012. Selon la Banque mondiale, 20 % de la population du pays avait accès à l'électricité en 2016.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : fusion de la banque kényane *NIC Bank* et de la *Commercial Bank of Africa* au troisième semestre 2019**

La banque kényane *NIC BANK* a annoncé le 31 janvier 2019 la finalisation de son processus de fusion avec la *Commercial Bank of Africa* (CBA) au troisième trimestre 2019. A l'issue de la fusion, les actionnaires actuels de la *NIC Bank* détiendront 47 % de l'entité fusionnée contre 53 % pour les actionnaires de la CBA. La nouvelle entité disposera d'un total d'actifs de 4,1 Mds USD (444 Mds KES), devenant la troisième banque kényane après la *Kenya Commercial Bank* et l'*Equity Bank*. Selon l'agence de notation mondiale Moody's, cette fusion devrait permettre une meilleure rentabilité de la nouvelle entité grâce à une rationalisation du personnel et du réseau, tout en réduisant les coûts de financement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Cameroun : 161 M FCFA débloqués dans le cadre de la mise en œuvre du 3^{ème} C2D afin de mobiliser des volontaires au Cameroun

La Plateforme de compétences franco-camerounaise de volontariats (PCFCV) au Cameroun va bénéficier d'une aide financière de 161 M FCFA dans le cadre du Contrat de désendettement et de développement (C2D). Cette enveloppe va contribuer à mobiliser des volontaires français et camerounais en faveur du renforcement de la mise en œuvre et l'impact des programmes d'annulation et de reconversion de la dette du Cameroun vis-à-vis de la France. Le PCFCV est constitué de l'Agence du service civique nationale de participation au développement, de France volontaires et d'Actions de bénévoles pour la coopération et le développement (AGIRabcd). Leurs interventions portent sur le volontariat d'échange et de compétences, le volontariat de solidarité internationale (VSI) et l'engagement de service civique.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : construction de deux aéroports à Kong et Séguéla

Dans le cadre de sa politique d'amélioration des infrastructures aéroportuaires, le ministère des Transports a annoncé que le gouvernement prévoyait de réaliser deux nouveaux aéroports à Kong et Séguéla. Il a également été précisé que les aéroports des villes de Man, d'Odienné, de Korhogo, de Bouaké, de San Pedro et de Yamoussoukro seraient réhabilités. Aucun calendrier n'a été annoncé.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : nouvelles annonces du gouvernement en matière d'approvisionnement en eau potable

Le ministre de l'hydraulique, Laurent Tchagba, a fait un bilan de son secteur. Il a indiqué que 80% des Ivoiriens bénéficiaient d'un accès à l'eau potable à ce jour. Le ministre a également annoncé une amplification du Programme Eau Pour Tous. Le gouvernement souhaite réhabiliter 21 000 pompes villageoises avec des solutions automatiques solaires, et construire 200 châteaux d'eaux dans tout le pays. Enfin, le ministre a informé qu'il travaillait à régler les problèmes de canalisation affectant la population d'Abobo à Abidjan, avec l'appui de bailleurs de fonds et notamment de l'Espagne.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : appui de l'AFD à l'Agence nationale de financement des collectivités (ANAFIC)**

L'ambassadeur de France et le ministre guinéen des Finances ont signé le 25 janvier 2019, une convention de financement d'un montant de 10 M EUR. Ce financement permettra d'accompagner le gouvernement dans l'opérationnalisation de la décentralisation (renforcement des capacités des administrations déconcentrées et décentralisées) et la mise en place de l'Agence nationale de financement des collectivités. En particulier, une partie de ces fonds sera affectée aux financements inclusifs des Programmes annuels d'investissements (PAI) proposés par les collectivités locales conformément à l'accord de Paris.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : l'étude de faisabilité du projet de gazoduc Nigeria-Maroc serait terminée**

Le ministre des Ressources pétrolières, Ibe Kachikwu, a annoncé que l'étude de faisabilité du projet de gazoduc de 5 660 km entre le Nigéria et le Maroc avait été finalisée et que la phase 1 d'ingénierie et de conception préliminaire (FEED) devrait être terminée d'ici la fin du 1^{er} trimestre 2019. Cette annonce a été faite lors du *Nigeria International Petroleum Summit* organisé du 27 au 30 janvier à Abuja. Des accords avaient été signés à Rabat en juin 2018 par Muhammadu Buhari et Mohammed VI après une annonce officielle en décembre 2016. Le gazoduc permettrait au Nigéria de fournir au moins 15 pays d'Afrique de l'Ouest en gaz et de relier le pays au gazoduc entre le Maroc et le continent européen.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : signature de l'ordre exécutif 007 et lancement de 19 projets de routes portés par 6 entreprises**

La ministre des Finances, Zainab Shamsuna Ahmed, a annoncé que 6 entreprises privées (*Dangote Industries, Lafarge Africa, Unilever Nigeria, Flour Mills of Nigeria, Nigeria LNG* et *China Road and Bridge Corporation Nigeria*) pourraient investir dans 19 projets routiers à travers 11 Etats. Ces projets font partie de la phase pilote d'un programme initié suite à la signature du décret exécutif 007 qui permet aux entreprises du secteur privé de construire des routes en échange de crédits d'impôt. Pour rappel, dans la proposition de budget 2019 de l'exécutif, les dépenses en capital représentent 23 % des dépenses totales, contre 31,5 % dans le budget 2018 (baisse de 30% en valeur absolue).

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : annonce du lancement des travaux de la ville nouvelle d'Alaro**

Le gouverneur de l'Etat de Lagos, Akinwunmi Ambode, a annoncé le lancement des travaux d'Alaro, une ville de 10 km² située dans la zone libre de Lekki. Ce projet fait suite à un accord de coentreprise signé en 2015 avec l'entreprise américaine *Endeavour*, spécialisée dans la construction de zones urbaines nouvelles en Afrique. Portant initialement sur 250 hectares (ha), le projet a été étendu à 1 000 ha en 2016 par un nouvel accord. La zone libre de Lekki s'étend sur plus de 16 500 ha et comprend notamment une zone de libre-échange et un port en eau profonde. Pour rappel, un projet similaire, Eko Atlantic City, est développé depuis 2007 par *South Energy*, filiale du groupe *Chagoury*, en partenariat avec l'Etat de Lagos.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : levée de 31 M USD par l'entreprise solaire Bboxx**

L'entreprise britannique *Bboxx* déploie des solutions solaires individuelles en Afrique sub-saharienne (en particulier au Kenya et au Rwanda) et développe des mini-réseaux pilotes au Rwanda. Elle a obtenu un financement de 31 M USD auprès d'*Africa Infrastructure Managers* (AIIIM), qui devient ainsi actionnaire minoritaire de l'entreprise. Pour rappel, en 2016, le fonds *Rassembleur d'énergies* d'ENGIE avait pris une participation dans cette entreprise. Cette nouvelle levée de fonds devrait permettre à *Bboxx* de déployer deux millions de solutions solaires domestiques d'ici 2022. Par ailleurs, cette entreprise figure dans le classement 2019 des 100 entreprises les plus innovantes et prometteuses dans le domaine des technologies propres, réalisé par le cabinet de conseil américain *Cleantech Group*.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : dénouement de l'affaire de la SAF-Cacao

L'entreprise Société agricole du Café-Cacao a obtenu le rachat de la SAF-Cacao pour un montant de 165 Mds FCFA (251 M EUR). Ce montant comprend un fonds de roulement de 15 Mds FCFA (22,9 M EUR) et 150 Mds (228 M EUR) à verser sur 10 ans. Entreprise dirigée par Nicolas Djibo, le maire de Bouaké, elle a été agréée le 28 janvier en qualité d'exportateur par le Conseil Café Cacao pour la campagne 2018/19. 3^{ème} entreprise ivoirienne du secteur avant sa liquidation en juillet 2018, la SAF-Cacao achetait 200 000 t de cacao par an, soit 10% de la production, et était le plus gros exportateur de cacao de l'Ouest du pays. Fragilisée depuis la campagne 2016/17, elle avait contracté des dettes envers une dizaine de banque et le Conseil Café Cacao.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : lancement du projet de stimulation de la filière anacarde

Le projet de Promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde a été lancé le janvier. D'un montant de 107 Mds FCFA (16,3 M EUR) financé par la Banque mondiale, il vise la stimulation de la filière à travers 3 axes d'intervention : la transformation, l'amélioration de la productivité et de la qualité, la structuration de la filière. Dans le cadre du développement de la transformation, la création de 4 parcs industriels est prévue dans le Nord, le Centre et l'Est du pays. Le projet permettrait la création de 440 000 emplois dont au moins 60% pour les femmes. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est le 1^{er} producteur mondial d'anacarde avec 711 238 t en 2017, mais moins de 15% sont transformés localement.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : une campagne agricole 2018 excédentaire

La campagne agro-sylvo-pastorale 2018 a enregistré un excédent céréalier de 721 430 t et un excédent fourrager de plus de 3,5 Mt de matières sèches. Cependant, 648 858 personnes étaient en situation de vulnérabilité alimentaire en décembre 2018 avec une menace de doublement de ce chiffre pendant la période de soudure. Ainsi, le gouvernement a annoncé que 165 000 t de toutes céréales confondues et 2 600 t de sucre seront mobilisées au titre des stocks de sécurité alimentaire destinés à la distribution gratuite. En outre, 10 000 t de céréales seront mobilisées pour renforcer la disponibilité en aliment pour bétail.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Tanzanie : évaluation du stock de poissons dans le lac Tanganyika

Le *Tanzania Fisheries Research Institute* (TAFIRI) va évaluer le stock de poissons du lac Tanganyika en collaboration avec la République Démocratique du Congo (RDC), la Zambie et le Burundi. Selon la dernière évaluation conduite en 1998, ce stock s'élevait à 295 000 tonnes. Le résultat de cette étude influencera l'octroi d'autorisations pour la pêche commerciale. Par ailleurs, le gouvernement publiera, le 1^{er} juillet prochain, les lignes directrices nationales sur la pêche visant à lutter contre la pêche illégale dans tous les lacs du pays.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : chute des ventes d'oignons due aux inondations

Les inondations survenues dans la région d'Agadez sont à l'origine d'une chute de la production d'oignons, entraînant des prévisions de vente à 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) contre 8 à 9 Mds FCFA (12 à 14 M EUR) les années précédentes. Ces oignons sont destinés au marché national, où ils sont consommés en zone urbaine avec 3,3 kg/an en moyenne par personne, contre 1,1 kg/an en zone rurale, et à l'exportation vers le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Nigéria et le Bénin, hissant le Niger au 1^{er} rang des exportateurs d'Afrique occidentale. Deuxième source de revenu d'exportation, la filière est un pilier économique, de la fourniture d'intrants à la production.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Nigéria : OCP Africa entend intensifier son action dans le pays

Le Directeur général d'*OCP Africa*, Muhamed Hettiti, a annoncé que le groupe souhaitait construire 2 usines d'engrais industriels au Nigéria pour un montant total d'1 Md USD et 2 usines de mélange dans les Etats d'Ogun et de Kaduna pour une mise en opération en septembre 2019. Le groupe OCP, détenu à 95% par l'Etat marocain, avait signé en 2016 avec *Dangote Industries* un partenariat pour la création d'une plateforme de production d'engrais à Jorf Lasfar au Maroc et sur la zone libre de Lekki à Lagos. Un protocole d'accord pour le développement du marché des engrais avait également été signé avec l'Association nigériane de producteurs et de distributeurs d'engrais (FEPSAN).

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Congo-Brazzaville : le logiciel de contrôle des recettes pétrolières enfin opérationnel

Opérationnel depuis le 4 février, le Système de suivi des paiements des créances de l'État (Syspace) est le nouveau logiciel à travers lequel les sociétés pétrolières feront désormais leurs déclarations en ligne. La mise en place de cette plateforme s'inscrit dans le programme de modernisation et d'interconnexion des régies financières pour une meilleure traçabilité et une sécurisation des recettes de l'État. L'équipe d'informaticiens congolais mandatée par le gouvernement a développé ce logiciel durant deux ans. Après le secteur pétrolier, l'utilisation de Syspace va s'étendre aux secteurs forestier et minier.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : l'uranium d'Aura Energy de Tiris trouve acquéreur**

La future production d'uranium du site de Tiris (Nord de la Mauritanie) serait vendue à l'entreprise britannique *Curzon Uranium Trading*, a annoncé la compagnie australienne *Aura Energy*. L'accord porterait sur la vente de 800 000 livres d'oxyde d'uranium (U3O8) au prix de 44 USD/lb, sur une période de 7 ans, avec un supplément optionnel de 1,8 million de livres, qui serait mise à la disposition de l'acheteur. *Aura Energy* doit achever prochainement l'étude de faisabilité du projet Tiris. Le site, évalué à 65 millions de pounds, devrait entrer en production courant 2020.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Shell signe une convention avec la Mauritanie**

La convention porte sur l'octroi d'un permis de recherches techniques dans les zones inexploitées du bassin côtier mauritanien. Pour mémoire, Shell avait obtenu en juillet dernier deux contrats d'exploration-production (CEP) sur l'offshore du bassin côtier mauritanien, avec une participation de 90%. La Société mauritanienne des hydrocarbures et de patrimoine minier (SMHPM) y détiendrait une participation de 10%.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : reconstitution des réserves de minerais et métaux précieux par la Banque de Tanzanie (BoT)**

Le vice-gouverneur de la Banque de Tanzanie, Bernard Kibesse, a confirmé travailler sur la reconstitution des réserves de minerais et métaux précieux de la BoT. Le président Magufuli souhaite en effet que la BoT acquière des minerais extraits localement, tels que la tanzanite, les diamants et l'or pour consolider ses réserves. La BoT avait stoppé ses précédents achats d'or après l'effondrement en 2009 de la raffinerie *Mwananchi Gold Company Limited* (MGCL), *joint-venture* entre la BoT et des investisseurs privés.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : investissement public dans le projet de géothermie de Ngozi**

Le gouvernement tanzanien va investir 8,7 M USD sur un total de 821 M USD dans le projet de géothermie de Ngozi. Ce projet est situé à l'ouest du pays et est conduit par la *Tanzania Geothermal Development Company* (TGDC). Il permettra une production totale de 600 MW, dont 200 MW seront installés au cours de la phase I du projet, et 400 MW au cours de la phase II. Lors de la phase II, une ligne de transmission de 18 km entre Ngozi et Mwakibete sera également construite.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : accélération de la construction de centres miniers dans toutes les régions productrices de minerais**

Le président Magufuli a ordonné au nouveau ministre des Minerais, Dotto Biteko, d'accélérer la construction de centres miniers dans toutes les régions productrices de minerais du pays. Cette décision vise à lutter contre le vol et l'exportation illégale de minerais, à l'origine de pertes économiques conséquentes pour le pays. De plus, le secteur minier tanzanien est toujours confronté à de nombreux défis, alors que ce pays est le premier producteur d'or en Afrique de l'Est et cinquième producteur sur le continent africain.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : adoption d'une loi interdisant la fabrication, l'utilisation et la vente de plastiques à usage unique**

Le gouvernement rwandais a adopté un projet de loi visant à interdire la fabrication, l'utilisation et la vente de plastiques à usage unique, décision qui devrait affecter les activités des importateurs et des fabricants locaux. Sont concernés les bouteilles d'eau en plastique, les pailles jetables, les assiettes, les cuillères, les gobelets et tout autre produit en plastique. Le Rwanda a réussi à limiter l'utilisation de sacs en plastique grâce à des opérations de police constantes aux postes frontières et aux aéroports pour contrôler les bagages à la recherche de polythène interdit. Pour rappel, en 2017, le Kenya a adopté la plus sévère loi au monde contre les sacs en plastique jetables (à savoir une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à quatre ans ou une amende pouvant atteindre 40 000 USD).

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Ethiopie : deuxième ajustement du prix du carburant en trois mois**

Suite à l'annonce du ministère du Commerce et de l'Industrie, de nouveaux tarifs sont entrés en vigueur le 31 janvier 2019. Le prix de l'essence a augmenté de 2,5 % et sera désormais vendu à 0,6 EUR/L (soit 20,19 ETB/L). Le gasoil connaît une augmentation de 1,4 % et sera vendu à 0,56 EUR/L (soit 18,03 ETB /L). Concernant le prix du kérosène, il a augmenté de 1,4 %, passant à 0,56 EUR/L (soit l'équivalent de 18,03 ETB/L). Enfin, le prix du jet fuel a diminué de 24 % pour atteindre 0,64 EUR/L (20,62 ETB/L). Pour rappel, le tarif moyen du carburant avait déjà augmenté de 8,2 % le 13 novembre 2018.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ **Ethiopie : signature d'un protocole d'accord (MoU) entre Volkswagen et la Commission éthiopienne des investissements (EIC)**

Dans le cadre de la visite du président allemand en Éthiopie, le constructeur automobile Volkswagen a signé, le 28 janvier 2019, un MoU avec l'EIC afin de développer l'industrie automobile en Éthiopie. Cet accord, visant un investissement compris entre 5 et 30 M EUR à terme, se concentre sur : (i) la mise en place d'une usine d'assemblage, (ii) la fabrication de pièces détachées, (iii) le développement de services de covoiturage et de VTC et (iv) l'ouverture d'un centre de formation. L'Éthiopie est, depuis octobre 2018, l'un des pays prioritaires du plan *Compact with Africa* lancé sous la présidence allemande du G20 pour promouvoir les investissements privés en Afrique.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ **RDC : suspension du décret sur la téléphonie mobile**

Le décret prévoyant la taxation des communications et de la consommation d'Internet, signé trois semaines avant les élections, a été suspendu à la demande du Président Tshisekedi au terme d'une réunion « interinstitutionnelle ». Ce texte prévoyait une taxation très lourde des opérateurs de télécommunications qui devait être reversée au profit quasi exclusif d'un prestataire privé sans références connues dans le secteur des télécoms, pour des recettes qui étaient évaluées à 22,95 M USD.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : gratuité de certains services bancaires**

La BCC vient de publier une liste de services bancaires qui devront être rendus à titre gratuit par les établissements bancaires et les institutions de microfinance d'ici juin. Ces services concernent « l'ouverture, le fonctionnement et le suivi du compte, certaines opérations de paiement et la consultation des soldes pour les banques à distances. La Banque centrale souhaite ainsi renforcer l'inclusion financière encore très faible en RDC (14% selon une enquête de la Banque mondiale réalisée en 2014).

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : Fly Dubaï ferme sa ligne vers Kinshasa**

Après seulement quelques mois de service, cette ligne de quatre dessertes hebdomadaires ouverte en mai 2018 a fermé.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : appui confirmé de la Chine au secteur de la santé

Après le rétablissement de la coopération Pékin-Ouagadougou en mai 2018, la Chine a envoyé une première mission médicale chinoise au Burkina Faso en juillet 2018, puis signé un protocole d'accord avec le pays le 30 octobre 2018 à Ouagadougou. D'ores et déjà, une équipe de dix professionnels chinois de la santé s'est installée pour apporter son expertise au Centre hospitalier universitaire de Tengandogo (CHU-T) et au Centre hospitalier régional (CHR) de Koudougou. Le champ de coopération médical est composé de quatre volets, dont le premier concerne le développement des infrastructures sanitaires. Le deuxième volet porte sur l'équipement, le troisième sur les ressources humaines et le quatrième sur la santé.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : le secteur des nouvelles technologies génère 15,8 M EUR de recettes fiscales en 2018

Selon le ministre des technologies de l'information et de la communication, ce secteur a généré 900 M dalasis (15,8 M EUR) de recettes fiscales en 2018, soit un des premiers secteurs générateurs de recettes fiscales dans le pays. Intervenant lors de l'inauguration de l'Institut indien de technologies de Banjul, le ministre a appelé la jeunesse gambienne à investir dans les nouvelles technologies, et a affirmé que l'Etat gambien investirait plus dans des formations spécialisées dans ce secteur.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : 3 000 km de fibre optique déjà installés

Selon le ministre des Télécoms et de l'économie numérique, la Guinée dispose à ce jour de 3 000 km de fibre optique, contre une prévision initiale de 4 500 km. Le ministre précise que l'avènement de la fibre optique a permis de réduire le coût de la connexion à l'international et d'accroître la capacité d'accès à l'internet. La Guinée est ainsi passée d'un débit de moins de 5 kilobits à 87 kilobits. L'accent est pour l'instant mis sur l'interconnexion de toutes les préfectures et de quelques grandes agglomérations. Une fois cette étape franchie, des entreprises privées pourront s'installer et investir pour atteindre les ménages.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : les SFD autorisés à faire de la finance islamique

Les députés ont adopté à l'unanimité le projet de loi portant sur la réglementation des systèmes financiers décentralisés (SFD). La précédente loi ne comportait pas de dispositions spécifiques permettant à ces institutions de proposer exclusivement, ou à titre principal, des produits reconnus comme relevant de la finance islamique. L'ouverture de la microfinance aux opérateurs de la finance islamique devrait contribuer à l'élargissement de l'accès des populations à une gamme de services financiers plus large, répondant ainsi aux besoins de l'ensemble de la clientèle potentielle de l'UEMOA.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : Levée de 100 M USD par la startup nigériane *Andela*, spécialisée dans l'externalisation de services informatiques**

Créée en 2014, *Andela* forme des équipes de développeurs informatiques africains mises ensuite à disposition des entreprises qui souhaitent externaliser leurs services d'ingénierie informatique. Conduit par la société américaine d'investissement *Generation Investment Management*, le quatrième tour de table (serie D) de la startup lui a permis de lever 100 M USD de capital-risque, ce qui porte ainsi son financement total à 180 M USD. Selon *Andela*, 1 100 développeurs informatiques ont été embauchés depuis ses débuts. Pour rappel, les investissements en capital-risque dans les startups africaines auraient atteint 726 M USD en 2018, dont 134 M USD (18 %) au Nigéria.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : 13,4 millions d'abonnés M-Pesa hors du Kenya**

Selon *Vodacom Group Limited*, détenteur de 35 % du capital de *Safaricom*, le nombre d'abonnés M-Pesa hors du Kenya a atteint 13,4 millions fin décembre 2018, reflétant la popularité croissante de cette application de *mobile money* sur d'autres marchés africains. Sur le dernier trimestre 2018, les recettes de M-Pesa générées en Tanzanie, en RDC, au Mozambique et au Lesotho ont augmenté de 30 % par rapport au trimestre précédent (56 M EUR). En moyenne, 237 millions de transactions M-PESA par mois ont été réalisées au dernier trimestre 2018, ce qui représente une augmentation de 24 % sur un an.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : réduction de l'activité des compagnies aérienne**

Les sociétés aériennes *Qatar Airways* et *Kenya Airways* ont suspendu leurs ventes de billets au Soudan et réduit leurs vols vers Khartoum pour des raisons commerciales. A ce titre, *Qatar Airways* opérera trois vols par semaine à partir de mars 2019, contre 14 actuellement. Les compagnies *Etihad* et *Emirates* ont pris des mesures semblables. Selon l'Aviation civile soudanaise, la tarification des billets doit s'appuyer sur le taux de change officiel, de 47 SDG pour un dollar, alors que taux de change sur le marché parallèle est de 64 SDG pour un dollar. A ces pertes liées aux taux de change, s'ajoutent d'autres facteurs pénalisants dont le prix élevé du kérosène.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Cameroun : l'entreprise belge DEM Group obtient un contrat de livraison des engins de BTP au Matgénie évalué à 157 Mds FCFA

Le contrat de 157 Mds FCFA signé le 1^{er} février 2019 entre le ministère des Travaux publics et la société belge DEM Group porte sur la fourniture d'équipements (600 engins et véhicules) au Parc national du matériel de génie-civil (Matgénie), la création de quatre centres de formation à la conduite des dits engins et des points de service de l'entreprise de BTP dans les différentes régions du Cameroun. DEM Group, présent dans plusieurs pays africains, est le fournisseur officiel des équipements pour les marques *Hitachi*, *John Deere* et *Wirtgen Group*, dont les engins sont spécialisés dans les travaux forestiers, miniers et routiers.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : les activités de l'ACPE et du Fonea vont débiter le 1^{er} mars

L'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) et le Fonds national d'appui à l'emploi et l'apprentissage (Fonea) - les deux entités qui vont remplacer l'Office national de l'emploi et de la main d'œuvre (Onemo) - seront opérationnels à partir du 1^{er} mars. Le gouvernement vient d'amorcer la procédure de scission de l'Onemo qui consistera à auditer ses comptes et à réaliser un bilan de compétences du personnel qui devrait être transféré vers les nouvelles entités. L'ACPE aura pour mission d'assurer l'intermédiation entre le demandeur d'emploi et l'employeur, tandis que le Fonea aura la charge de gérer et de contribuer au financement des programmes de formation des demandeurs d'emploi, tout en les incitant à entreprendre.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : lancement des activités de Biogaran

Le laboratoire français spécialisé dans les produits pharmaceutiques génériques a procédé au lancement officiel de ses activités le jeudi 24 janvier. L'entreprise commercialisera 14 médicaments génériques, dont 11 sont qualifiés d'« essentiels » par l'Organisation mondiale de la santé. La firme a annoncé la mise sur le marché prochaine d'autres médicaments afin de renforcer sa gamme. Biogaran souhaite rendre accessible aux Ivoiriens des médicaments génériques de qualité, importés de France et à un prix abordable. Le laboratoire veut ainsi participer à endiguer le fléau des faux médicaments.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : Canal + et Galaxie Africa (structure de production audiovisuelle) apportent une assistance technique aux journalistes de la télévision nationale malienne**

Canal + a organisé, du 14 au 25 janvier 2019 à Bamako, une formation sur les métiers de l'audiovisuel, dispensée par la société de production audiovisuelle *Galaxie Africa*. Pour mémoire, celle-ci produit et réalise l'émission « Réussites », le magazine économique diffusé sur Canal + Afrique. A travers ce partenariat au profit des journalistes de l'Office de radiodiffusion télévision du Mali (ORTM), les deux structures françaises entendent promouvoir la créativité et améliorer la qualité des programmes audiovisuels de la chaîne nationale.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : une délégation de Renault a rencontré le Président ghanéen**

A l'occasion d'une visite au Ghana, une délégation du groupe Renault conduite par son Vice-Président Afrique-Moyen Orient-Inde, Fabrice Cambolive, a rencontré le Chef de l'Etat ghanéen Nana Akufo Addo et son ministre du Commerce et de l'Industrie. Sans qu'aucune décision ne soit à ce jour prise, la possibilité de créer une unité de montage de véhicules était au menu des discussions. Pour rappel, Volkswagen, à l'occasion de la visite en fin d'année dernière de la Chancelière allemande, Nissan et Sinotruk ont déjà signé des protocoles d'accord pour des projets similaires sans, pour l'instant, aucun signe de concrétisation.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Gabon : remaniement ministériel du 30 janvier 2019

Mis en place le 12 janvier dernier, le gouvernement vient d'être remanié par décret présidentiel. L'ancien maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda, prend la place d'Etienne Massard Kabinda Makaga au ministère de la Défense nationale et de la Sécurité du territoire, tandis que Jean-Marie Ogandaga, confirmé début janvier au ministère de l'Economie, de la prospective et de la programmation du développement, est désormais également chargé de la promotion des investissements publics et privés. Tony Ondo Mba, nommé ministre de l'Eau et de l'Energie début janvier, se voit doté d'un portefeuille élargi à « la valorisation et l'industrialisation des ressources minières ».

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ SAO TOME & PRINCIPE : du changement à la tête de l'ANP

Olegario Tiny, ancien ministre de la Justice et ancien directeur de la zone économique conjointe STP- Nigéria, vient d'être nommé directeur général de l'Agence Nationale du Pétrole (ANP), qui gère la zone économique exclusive de Sao Tomé. Cette nomination intervient au moment où **BP** et *Kosmos* annoncent une nouvelle campagne de mesures sismiques dans cette zone à partir de mars prochain.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : la nouvelle ministre du Pétrole et de l'Energie limogée au bout de 10 jours

Ex-directrice de *Glencore* au Tchad, Mme Aziza Mariam al-Bachir avait été nommée à la place de M. Boukar Michel le 21 janvier 2019. Elle a été remplacée par M. Mahamat Hamid Koua, qui était secrétaire général adjoint du gouvernement, après avoir été ministre du Commerce puis du Développement industriel.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Mali : premier anniversaire du partenariat entre les compagnies aériennes Aigle Azur et Corsair

L'évènement s'est tenu le 28 janvier dernier, en présence du ministre malien des transports et de celui de l'artisanat et du tourisme. Pour rappel, l'accord opérationnel et commercial entre Aigle Azur et Corsair a été lancé en novembre 2017 à Bamako. Il porte sur une coopération étroite sur la ligne Paris/Orly et Bamako/Modibo Keita. Il prévoit une fréquence journalière à partir de l'été 2019. En un an, Aigle Azur et Corsair ont transporté près de 60 000 passagers. L'accord prévoit également l'augmentation de l'offre en sièges (+12,5% pour Aigle Azur et +47% pour Corsair).

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : remaniement ministériel**

Le Président Faure Gnassingbe a procédé le 24 janvier 2019 au premier remaniement ministériel de son troisième mandat (2015-2020). Le premier ministre Komi Selom Klassou a été reconduit à la tête d'un gouvernement qui comprend dorénavant 26 membres, dont 12 nouveaux entrants. Parmi les entrées, on pourra noter l'arrivée de l'ex-commissaire général de l'Office togolais des recettes Kodjo Adedze à la tête d'un ministère au portefeuille élargi, celui du commerce, des transports, de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale. Noël Bataka, ex-coordonnateur de la cellule MIFA (fonds d'assurance agricole a été nommé ministre de l'agriculture, de la production animale et halieutique.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

